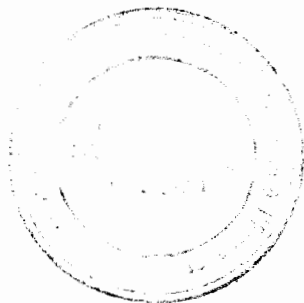


MOHAMED HAKKAT
Docteur d'Etat de l'Université
Mohamed V - Rabat



LE DROIT DU CONTROLE SUPERIEUR DES FINANCES PUBLIQUES AU MAROC

**ESSAI SUR LES TECHNIQUES D'AUDIT A L HEURE
DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL**

TABLE DE MATIERES

Introduction :	5
1 - L'intérêt de l'étude de l'audit dans le secteur public.....	6
2 - Problématique de l'étude.....	11
3 - Méthodologie et plan de l'ouvrage.....	12

Première partie

De la théorie générale du contrôle supérieur des finances publiques

Titre Premier : les différentes conceptions et dimensions du contrôle supérieur des finances publiques.....	19
--	-----------

CHAPITRE PREMIER

Typologie classificatoire et critique des différentes conceptions de contrôle supérieur des finances publiques

Section I : La conception classique du contrôle supérieur.....	24
§ 1 :Le contrôle de régularité.....	24
A - Essai de définition du contrôle de régularité.....	24
B - Objet et fonction du contrôle de régularité.....	29
1 - Objet du contrôle.....	29
2 - Fonction du contrôle.....	30
C - Principes et règles généraux.....	30
1 - Problématique du contrôle de la règle du service fait .	31
a) Définition.....	31
b) Débat général.....	33

2 - Problématique du contrôle de la règle de la gestion de fait..	34
a) Définition et objet.....	36
b) Eléments constitutifs de la gestion de fait.....	38
D - Critiques des fondements théoriques de la régularité.....	41
1 - la valeur technique et juridique de la régularité.....	42
2 - Finalités des vérifications mises en oeuvre.....	42
§ 2: Le contrôle de gestion.....	44
A - Essai de définition.....	44
1 - Audit et contrôle de gestion.....	47
a) Comparaison entre les deux systèmes.....	49
b) La démarche de l'Audit peut-elle conforter l'exercice du contrôle de gestion ?	51
2 - Audit interne et contrôle de gestion.....	55
3 - Audit externe et contrôle interne.....	60
a) Les interférences.....	62
b) Le cas marocain.....	63
B - Genèse et évolution.....	66
1 - Audit et développement du capitalisme industriel et financier.....	66
a) Les raisons structurelles.....	66
b) Les raisons conjoncturelles.....	67
2 - L'émergence de la fonction du contrôle de gestion dans le secteur public.....	68
a) L'apport théorique et pratique des cabinets privés d'audit et de conseil au contrôle du secteur public.....	72
b) Dimension internationale et poids économique des cabinets privés d'audit et de conseil.....	74
C - Fonction et objet du contrôle de gestion exercé par les ISC....	81
1 - Le débat général.....	82
2 - Orientations générales du contrôle de gestion.....	86
a) La problématique de la réduction des dépenses et la critique des pratiques onéreuses.....	86
b) Le contrôle du coût et du rendement des services publics...	89

3 - Orientations spécifiques.....	93
a) Vers l'amélioration des méthodes du contrôle de gestion.....	93
b) Les nouveaux défis et les nouveaux thèmes de contrôle.....	93
D - Critiques de la conception du contrôle de gestion.....	94
Section II : Les grandes tendances actuelles du contrôle supérieur des finances publiques.....	96
§ 1: La vérification intégrée est-elle une approche globale d'évaluation et de contrôle ?.....	98
A - Essai de définition.....	100
B - Caractéristiques.....	101
1 - l'intention globalisante.....	102
2 - La démarche et le contenu évaluatifs.....	102
§ 2 : L'approche de l'évaluation des politiques publiques (EPP).....	103
A - Essai de définition.....	108
B - Caractéristiques.....	110
1 - Finalités et objet de l'EPP.....	110
2 - Méthodologie de l'EPP.....	112
a) les liens entre l'approche de l'EPP et la recherche en sciences sociales.....	112
b) Démarche de l'EPP.....	113
c) Limites de l'EPP.....	116
CONCLUSION DU CHAPITRE.....	120

CHAPITRE II

Les dimensions internationales du contrôle supérieur des finances publiques

Section I : Structures et caractéristiques du système International de contrôle supérieur des finances publiques (SIC).....	126
§ 1 : Structure du SIC.....	126
A - L'INTOSAI.....	128
1 - Structure institutionnelles.....	128
a) Le congrès.....	128
b) Le Comité Directeur.....	128
c) Le Secrétariat Général.....	129

2 - Contenu des recommandations et des résolutions.....	130
a) déclaration de LIMA (1977).....	131
b) Déclaration de SIDNEY (1986).....	134
c) Résolutions de Montréal (1971) et le «Programme de Formation de l'IDI.....	136
d) Recommandations de Berlin (1989).....	138
3 - Limites de l'applicabilité des recommandations et des résolutions de l'INTOSAI.....	140
a) Les termes de débats général.....	140
b) Le cas du MAROC.....	147
c) Les handicaps financiers de l'INTOSAI.....	148
B - Les organisations internationales.....	151
1 - L'AFROSAI.....	151
a) Structures institutionnelles.....	151
b) Contenu des recommandations.....	153
c) Limites de l'applicabilité des recommandations.....	153
2 - L'ARABOSAI.....	157
a) Structures institutionnelles et objectifs de l'organisation.....	158
b) Contenu des recommandations.....	161
c) Limites de l'applicabilité des recommandations.....	164
3 - L'ASOSAI, L'ILACIF, LA SPASAI ET LA CROSAI.....	167
§ 2 : Caractéristiques spécifiques du SIC.....	170
A - Pluralité et diversité des structures.....	170
1 - Problématique du classement des ISC au sein du système classique de la séparation des pouvoirs.....	170
2 - Cas des structures juridiques de l'ARABOSAI.....	171
B - Facteurs explicatifs du déséquilibre structurel du SIC.....	175
1 - Déséquilibre de la force des ISC entre les pays développés et les pays-sous développés.....	175
2 - Déséquilibre entre les groupes régionaux de contrôle supérieur.....	176

Section II : Approche comparative de quelques expériences étrangères de contrôle supérieur.....	177
§ 1 : Le modèle anglo-saxon :.....	178
A - Le Contrôleur Auditeur Général en Grande Bretagne (CAG).....	179
1 - Attributions et structures organisationnelles.....	179
2 - Caractéristiques spécifiques.....	179
B - Le Contrôleur Général aux USA (GAO).....	181
1 - Structures organisationnelles et compétences.....	181
2 - Moyens et réalisations.....	184
3 - Caractéristiques.....	185
C - Le Bureau du vérificateur Général au Canada (BVG).....	186
1 - Organisation et compétences.....	187
2 - Caractéristiques.....	188
§ 2 : le modèle français et les solutions juridictionnelles de contrôle supérieur.....	188
A - La cour des comptes en France.....	188
1 - Organisations et compétences.....	188
2 - Caractéristiques spécifique.....	190
B - La cour des comptes fédérale en RFA.....	191
1 - Organisations et compétences.....	192
2 - Caractéristiques spécifiques.....	194
§ 3 : Le modèle socialiste.....	195
A - Fondements théoriques du contrôle supérieur dans les ex-pays socialistes.....	195
1 - La conception libérale du contrôle financier :.....	195
2 - La conception Marxiste-Léniniste du contrôle financier.....	196
B - L'expérience du contrôle financier dans quelques ex-pays socialistes (URSS, Bulgarie et Yougoslavie).....	197

CONCLUSION DU CHAPITRE.....	199
CONCLUSION DU TITRE 1	200
Titre deux : Caractéristiques spécifiques du contrôle supérieur des finances publiques au Maroc.....	203

Chapitre Premier

Origine et statut juridique du contrôle supérieur des finances publiques

Section I : Origine et évolution du contrôle supérieur au Maroc.....	209
---	------------

§1 : La Commission Nationale des Comptes (CNC).....	210
--	------------

A - Régime juridique et caractéristiques.....	210
--	------------

1 - Des compétences réduites.....	210
-----------------------------------	-----

2 - La décision administrative.....	210
-------------------------------------	-----

B - Les cause de l'echec de la CNC.....	212
--	------------

1 - Carences de l'ndépendance organique, fonctionnelle et financière.....	212
---	-----

2 - Absence de cardres compétents.....	213
--	-----

3 - Limites juridico-techniques.....	214
--------------------------------------	-----

§ 2 : L'origine française.....	216
---------------------------------------	------------

Section II : Statut juridique des contrôles de la cour des comptes....	218
---	------------

§1 : La cour des comptes est-elle une juridiction ?.....	219
---	------------

A - L'argument organique : Organisation et composition.....	222
--	------------

1 - Le président.....	224
-----------------------	-----

2 - Le ministère public.....	227
------------------------------	-----

3 - Les formations de la cour.....	230
------------------------------------	-----

a) Les chambres.....	230
----------------------	-----

b) Les chambres réunies du conseil.....	233
---	-----

c) La chambre du conseil.....	233
-------------------------------	-----

d) le comité des rapports.....	234
--------------------------------	-----

B - Les arguments formel et matériel.....	234
--	------------

1 - L'argument formel : la nature de la procédure suivie devant la cour :.....	234
--	-----

2 - L'argument matériel: la nature des actes émis.....	235
--	-----

§ 2 : Les compétences de cour des comptes.....	236
A - Le contrôle juridictionnel sur les comptables.....	237
1 - Les règles générales de compétence.....	237
a) La compétence matérielle.....	237
b) La compétence d'ordre public.....	238
2 - Les règles générales de procédure.....	239
B - Le contrôle de la cour en matière de Discipline budgétaire et Financière.....	240
1 - La nature des justiciables et des infractions.....	241
a) La nature des justiciables.....	241
b) La nature de la procédure suivie.....	242
C - Le contrôle de gestion :.....	245
1 - Les organismes soumis au contrôle.....	245
2 - Les procédures et suites données au contrôle.....	245
Section III : Caractéristiques des contrôles de la cour des comptes...246	
§1 : La cour des comptes et le contrôle administratif.....	246
A - La cour des comptes et le CED.....	246
B - La cour des comptes et l'IGF.....	250
C - La cour des comptes et le trésorier général du Royaume.....	253
D - La cour des comptes et le Ministre des Finances.....	256
§2 : La cour des comptes et les tribunaux judiciaire.....	258
A - La cour des comptes et les tribunaux ordinaires.....	258
B - La cour des comptes et la Cour Spéciale de justice.....	260
C - La cour des comptes et la Cour suprême.....	261
§3 : La cour des comptes et le Parlement.....	265
CONCLUSION DU CHAPITRE.....	266

Chapitre II

Object et fonctions des contrôles de la cour des comptes

Section I : Les fonctions classiques du contrôle supérieur.....	270
--	------------